



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 7 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PLASTIFER**

41 rue Victor Basch  
52104 Saint-Dizier

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 juin 2023 dans l'établissement PLASTIFER implanté 41 rue Victor Basch 52104 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite avait pour objectif de recoller une mise en demeure datée du 4 avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLASTIFER
- 41 rue Victor Basch 52104 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à stocker, tri et regrouper des déchets principalement de métaux et de bois. L'exploitant est également autorisé à recevoir et dépolluer des véhicules hors d'usage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récollement de MED

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etanchéité des aires extérieures de stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 04/04/2023, article 1	/	Sans objet
2	Régularisation administrative – déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 04/04/2023, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux points de la mise en demeure ont pu être levés. Un arrêté complémentaire est proposé afin d'ajouter les deux codes de déchets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etanchéité des aires extérieures de stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PLASTIFER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Rue Victor Basch à Saint-Dizier (52100) : - dans un délai de trois mois, de respecter les prescriptions du point 3.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 648 du 10 janvier 2007 modifié qui imposent l'étanchéité des aires extérieures de stockage des déchets
<b>Constats :</b> La dalle extérieure présentant des zones dégradées a été refaite neuf en février 2023 par la société VERDE sur une superficie de 700 m2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Régularisation administrative – déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PLASTIFER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Rue Victor Basch à Saint-Dizier (52100) : - dans un délai de trois mois, de régulariser sa situation administrative concernant le stockage de déchets dangereux non autorisés (par dépôt en Préfecture d'un porter à connaissance ou par évacuation des déchets vers un site autorisé)
<b>Constats :</b> L'exploitant a opté pour une régularisation de sa situation. Par un porter à connaissance daté du 11 mai 2023, l'exploitant a demandé : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'ajout de la rubrique 2711 avec un volume inférieur à 100 m3 et du code déchet GEM Froid 20 01 23. Le stockage de ces déchets se fait sur un espace dédié, bétonné et sous abri.</li><li>• l'ajout du code déchet Emballages vides et matériaux souillés 15 01 10. Ces nouveaux matériaux sont stockés dans un espace dédié, dans une benne couverte, posée sur la nouvelle dalle.</li></ul> <p>En dessous de 100 m3 la rubrique 2711 n'est pas soumise à déclaration.</p> <p>Un arrêté sera en conséquence proposé mais uniquement pour ajouter les deux nouveaux codes de déchet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet